



Sommet de Varsovie : l'OTAN redéfinit son approche sécuritaire globale

Presque deux ans après le sommet du Pays-de-Galles, qui reconnaissait la fin de la guerre froide pour l'Alliance atlantique, le sommet de Varsovie de juillet 2016 est un nouveau moment clé. Porté par le Commandement allié pour la transformation, en charge notamment de la prospective, des partenariats et de l'interopérabilité, le renouvellement de la posture stratégique de l'organisation est la conséquence d'un environnement sécuritaire toujours plus complexe.

Nouveaux enjeux stratégiques : des menaces dé-régionalisées et imbriquées

Si la chute de l'URSS avait conduit l'Alliance à s'élargir à l'Est et à s'ouvrir à la Russie, le 11 septembre a mené la coalition dans des missions expéditionnaires, au détriment de son rôle traditionnel de défense collective. Aujourd'hui, l'OTAN perçoit un double changement de son environnement stratégique : la dé-régionalisation et l'imbrication des menaces, qui s'exprime notamment sous trois formes.

D'abord, on observe une tendance à l'affaiblissement du respect du droit international. Les exemples de violation sont multiples : la mer de Chine, pour le rejet par la Chine de l'arbitrage international sur ses revendications territoriales ; la Crimée, pour la violation par la Russie de l'intégrité de l'Ukraine ; la Syrie, pour l'utilisation d'armes chimiques par divers acteurs.

Ensuite, l'ouverture des voies maritimes dans le Grand Nord, enjeu militaire et commercial majeur, présente de nouveaux risques de tensions diplomatiques. À ce titre, l'apparition récente de bases russes en Arctique rappelle avec inquiétude la politique chinoise de construction d'îlots artificiels en mer de Chine.

Enfin, les ruptures technologiques agissent comme des multiplicateurs de puissance. La dépendance grandissante des sociétés sur le numérique et sur les infrastructures connectées¹ procure à des acteurs (*hacktivistes*, criminels) autrefois peu dangereux un fort pouvoir de nuisance. Ces groupes, lorsqu'ils sont soutenus par des États, sont décrits comme des « *menaces avancées persistantes* »² dans le milieu de la cybersécurité.

Entre rupture et continuité, une redéfinition de la posture stratégique

Pour répondre à ces menaces diverses, les États membres ont décidé de redéfinir la posture stratégique de l'Alliance, c'est-à-dire de l'adapter sans en changer les fondamentaux. Les trois mots clés du sommet de Varsovie se posent ainsi dans la continuité du sommet précédent : unité, réactivité et résilience.

Le premier objectif est de dissuader l'adversaire par l'unité et par la préparation des forces. Une position robuste permet de peser dans les processus diplomatiques. L'équilibre entre posture de force et posture d'ouverture diplomatique est néanmoins délicat à trouver, car la Russie est hostile aux exercices militaires près de sa frontière, qu'elle perçoit comme des provocations. La doctrine de la dissuasion nucléaire reste inchangée mais, face à une rhétorique russe parfois agressive, son important rôle stabilisateur aux côtés des forces conventionnelles est réaffirmé.

Le deuxième objectif est de pouvoir faire face à des situations de conflit irrégulier, par l'amélioration de la gestion de crise, de la réactivité de l'outil militaire et le développement de partenariats. Le sommet a ainsi été l'occasion d'annoncer la mise en service de la *Very High Readiness Joint Task Force* (une à trois brigades déployables en 48h), qui s'accompagne du triplement de la *NATO Response Force* (30 à 45 jours), pour atteindre les 40 000 hommes. Des pays partenaires tels que la Suède, l'Ukraine et la Géorgie y prennent part.

Le troisième objectif de l'organisation est d'anticiper les évolutions techniques et d'adapter sa doctrine en conséquence. Varsovie signe ainsi le retour d'une prospective à 15 ans, avec la résilience des sociétés en toile de fond. En parallèle, le cyber a été reconnu comme un cinquième domaine opérationnel, ce qui ouvre la porte à des opérations offensives par les pays membres en ayant les capacités, tels la France ou le Royaume-Uni.

L'OTAN se voit de plus en plus comme un intégrateur de capacités nationales. Ces dernières seront allouées au cas par cas selon la nature de la mission et selon le contexte géopolitique. Les missions de l'OTAN s'inscriraient ainsi dans une complémentarité avec celles qui relèvent plutôt de l'UE. Une vision qui fait écho à l'ambition franco-allemande de renforcer la coopération européenne de défense après le Brexit.

Ces propos ne reflètent que l'opinion de l'auteur.

¹ Ce que David Betz décrit comme la connectivité des sociétés dans *Carnage and Connectivity* (2015).

² « *Advanced Persistent Threat* », ou APT (US Air Force, 2006).